

politique, nous n'y attachons pas plus d'importance que s'il ne s'agissait que de se payer de mots. On continue à entendre parler des besoins militaires de l'Allemagne de l'Ouest et de ceux de certains autres pays. Voilà à quoi nous passons notre temps, sans penser un instant que l'Europe a bougé politiquement et que sa nouvelle situation demande une solution. Donc, si nous cherchons à effectuer des réductions considérables et importantes dans les dépenses et les effectifs, voilà où nous devrions les chercher.

En outre nous pourrions trouver ailleurs des revenus additionnels. Nous l'avons dit à plusieurs reprises, bien que mes amis conservateurs ne l'aient certes pas fait. Le rapport Carter mentionne le cas des gens qui se créent un revenu en jouant à la bourse. J'en parle ainsi pour mieux faire comprendre ce à quoi je fais allusion. Il y est question de prélever un impôt sur les revenus provenant des opérations boursières ou de spéculations sur l'or ou les monnaies au détriment du Canada et du monde. Ces gens s'en tirent sans payer d'impôt là-dessus. Ensuite, il y est question de supprimer les concessions consenties aux sociétés minières et pétrolières et aux compagnies d'assurance.

Voici ce qui s'est passé à l'égard du bill. Le ministre des Finances et ses conseillers ont voulu adoucir la pilule. Ils nous ont pris pour des enfants qui, attirés par le sucre, avaleraient la pilule, même si nous avons régurgité celle qu'on a essayé de nous faire avaler le 19 février. Permettez-moi de dire que mes camarades de parti et moi sommes heureux et fiers que le Parlement ait pu contraindre le gouvernement et le ministre des Finances à améliorer un peu la mesure fiscale. Le taux est maintenant de 3 p. 100 au lieu de 5 p. 100. C'est un peu plus juste parce que les sociétés sont touchées comme les individus. On dit de façon précise que l'impôt est temporaire et limité à deux ans. Le plafond est supprimé et la base est portée de \$100 à \$200. Toutes ces choses ont été prescrites contre la volonté du ministre et contre les intentions du gouvernement, grâce à la détermination de tous les députés de l'opposition qui ont refusé d'appuyer l'injustice du dernier bill.

• (5.50 p.m.)

Nous sommes très heureux aujourd'hui que le Parlement ait pu s'affirmer et obliger le ministre à être un peu plus juste, à l'encontre de ses désirs et de ses souhaits. L'équité,

même si on doit l'arracher à quelqu'un contre son gré, a toujours quelque valeur. Ce qu'on ne peut pas toujours nécessairement dire d'autres choses. Nous n'allons pas gober ce bill, même si l'on y dore la pilule, car il accentue encore les injustices du régime fiscal actuel et les fait ressortir; il n'expose pas encore une politique appropriée pour l'économie canadienne.

Rien dans la déclaration du premier ministre ne m'a causé plus de désappointement et plus d'angoisse que le fait suivant. Aujourd'hui, 12 mars 1968, il a pu faire un discours d'environ une heure, et cela sans dire un seul mot du chômage au Canada. On n'y trouve pas la moindre mention du sujet. En vérité, il a même, à un certain endroit, et je le dis avec quelque hésitation du premier ministre du pays, fait une assertion absolument inexacte. Elle était fautive. Le premier ministre a donc dit quelque part dans son discours que notre économie est encore en voie d'expansion, quoique à un rythme plus lent et plus supportable qu'auparavant. En réalité, notre économie, présentement, n'est plus en voie d'expansion.

La vérité, et quelqu'un aurait dû le dire au premier ministre, c'est qu'en janvier dernier, le chômage s'élevait à 6.1 p. 100 de l'effectif ouvrier, au Canada, et à 11 p. 100, dans les provinces atlantiques. Actuellement, et on aurait dû le renseigner là-dessus, le chômage enregistre plus de 8 p. 100 dans le Québec, 7 p. 100 à Montréal et plus de 6 p. 100 dans les Prairies; il est encore plus grave en Colombie-Britannique.

Parler des conditions économiques actuelles du Canada sans faire la moindre allusion à l'augmentation du chômage, c'est se tromper soi-même, sinon déformer les faits, ce qui est tout aussi admirable que regrettable. Nous nous opposons à ce bill à cause du chômage. Nous ne l'approuvons pas parce qu'il continue de préconiser une politique désastreuse pour le Canada.

La perception de 150 millions de dollars supplémentaires dans un budget de 10 milliards ne suscitera pas la confiance du marché monétaire international, à moins que tous ceux qui y traitent des affaires ne soient une bande de triples idiots. C'est tout le contraire, à mon avis. D'habitude, ils sont assez malins, et des gens aussi avisés n'iront pas croire que la perception de recettes, représentant moins de 1 p. 100 du budget total, témoigne d'une aptitude à contrôler l'économie. Ils décriront